À propos de démocratie

Une polémique a lieu actuellement dans le mouvement libertaire de langue italienne qui présente des aspects importants par rapport aux Pays de l'Est.Tout a commencé avec la parution d'un article du Catalan Josep Alemany «Le temps des camps de concentration» dans *Volontà* d'octobre 81. Cet article traite tout à la fois du PCE et par là du marxisme comme porteur des idées et de la réalité du goulag et de la position erronée de ceux qui mettent pays du goulag et pays de la démocratie sur le même pied. On y trouve une revendication de Boukovsky, un rejet du mouvement ouvrier comme mouvement révolutionnaire une évocation de la dissidence comme force consciente des camps de concentration. Il conclut par la nécessité de trouver de nouvelles solutions, et d'«assumer les idées et les postulats démocratiques». L'article est suivi d'une longue démonstration de l'accord de vue de Chomsky et Faurisson pour nier l'existence des chambres à gaz nazies.

Dans le nº1 de 82 de *Volontà*, Chomsky lui répond en l'accusant de ne pas se baser sur ses écrits lorsqu'il lui attribue ces idées. «Alemany m'attribue finalement la position idiote – parfois exprimée en fait dans les cafés de la rive gauche d'où il semble qu'il tire ses informations – que le système politique des USA est équivalent à celui de l'URSS».

Volontà nº3 a publié d'autres réponses et réactions à ce sujet. Colombo de Paris reproche à la démocratie de Alemany son caractère purement formel, qui écarte sa responsabilité dans l'exploitation du Tiers-Monde. Cette position amène une dépolitisation dans le système où l'on vit et donc son acceptation. Franco Melandri souligne que Alemany en renonçant à la révolution en arrive à privilégier la démocratie alors que les anarchistes doivent lutter pour éliminer le pouvoir qui existe dans la démocratie. Pour Dimitrov, Alemany est un faussaire de texte, comme Faurisson et les staliniens. Il reprend le confusionnisme de certains anarchistes d'après-

guerre «qui identifie la survie de l'anarchisme à la social-démocratie capitaliste» en ne voyant le mal que chez les nazis et les staliniens. Giovanni Pagnini approuve le côté irrévérencieux de cet article, mais il se demande ce que peut donner «l'illusion réformiste». Slobodan Drakulic de Zagreb, dans un article ne touchant pas cette polémique, donne néanmoins un avis intéressant: il existe des variantes dans les différents Pays de l'Est (y compris des États émancipés – mais non des peuples) et on ne peut parler de pouvoir communiste en bloc. On ne peut pas dire non plus que rien ne peut y bouger: des transformations lentes sont en cours, car «à l'Est la dissidence est obligatoire parce que le consensus est impossible».

Volonté nº3 publie une réponse d'Alemany qui remet la discussion sur Chomsky à plus tard, traite Dimitrov et Colombo d'anarchistes fermés. Il déclare ne pas abandonner l'action directe ni embrasser le réformisme, mais il préfère son confusionnisme aux critiques de Dimitrov et au «catéchisme gauchiste».

La *Rivista Anarchica* de septembre 82 aborde également le problème, et en octobre elle publie la position de Luce Fabbri, 80 ans, que Dimitrov avait attaquée nommément comme anarchiste confusionniste de l'après-guerre identifiant la survie de l'anarchisme avec la démocratie. «Je crois n'avoir jamais dit que dans les pays non démocratiques l'anarchisme ne survit pas... Ce que je soutiens, c'est que dans les pays plus ou moins démocratiques la moitié du travail est déjà faite et l'autre peut être accomplie avec des méthodes moins susceptibles de le faire tomber dans de nouveaux autoritarismes.» Elle cite par exemple la réussite de la révolution espagnole grâce au congrès de Saragosse permis par le climat démocratique d'avant juillet 36 Bien évidemment dans ce dernier exemple on peut parler de la clandestinité relative du mouvement anarchiste entre 1923 et 1930, et du fait que de 1931 à 1936, la démocratie a été bien souvent plus théorique

que pratique.

Quatre erreurs nous semblent à la base de ce débat que les compagnons italiens ont intitulé «Anarchisme, Libéralisme, Totalitarisme», qu'elles y soient formulées explicitement ou qu'elles y soient entendues implicitement.

1/ Il y aurait une différence radicale entre les sociétés libérales et totalitaires. Au niveau individuel et de groupe, l'absence de répression du type goulag est une évidence dans les démocraties. Mais l'exploitation commune par l'Est et l'Ouest du Tiers-Monde en est une autre. Le sujet mériterait un livre à lui tout seul. Pour le pouvoir réel dans les deux blocs, on peut montrer qu'en URSS le parti représente 5,69% de la population, les 314 députés du Soviet Suprême 0,00012% , et la dizaine de membres du Politburo 0,000004%. Aux USA, 1% de la population possède plus de la moitié des richesses et plus de 70% des actions; en Grande Bretagne 1% de la population possède 43% des capitaux privés. En France, les analyses de la transmission du pouvoir entre familles technocrates va dans ce sens de la permanence du monopole du pouvoir entre les mains d'un parti de fait, coloré superficiellement de droite ou de gauche. Si donc pour nous les systèmes de l'Est et de l'Ouest sont différents, et l'on pourrait disserter à longueur de pages pour définir exactement cette différence, en aucun cas elle n'est radicale. Ce sont les deux faces d'un même système dont l'une brille plus que l'autre.

2/ Toute action non autoritaire de la base serait impossible. Depuis 1953 à Berlin Est jusqu'à aujourd'hui avec les manifestations de Solidarność, les travailleurs ont réclamé spontanément la gestion des usines et des entreprises par les travailleurs eux-mêmes, des syndicats indépendants des partis politiques et de l'État, etc., avec des pratiques et des modes d'organisation largement anti-autoritaires. Toutes ces revendications et pratiques sont ignorées ou très minoritaires dans les démocraties, où en théorie les libertaires peuvent largement développer leurs idées. Et cette spontanéité des

luttes et de l'organisation à l'Est ne signifie pas qu'elles soient inefficaces ou désordonnées. L'expérience polonaise depuis août 80 interdit désormais toute critique de ce genre.

3/ L'apparente impossibilité d'action à l'Est ferait que l'inaction serait cultivée. L'anarchiste russe Georgi Maximov écrivait en 1940: «Un individualisme carriériste prend le pas sur la responsabilité morale, et sur une attitude responsable dans le travail, envers la propriété et l'opinion collective, envers l'homme en général, le sens de la dignité et la valeur de la vie... La Russie entière est dans l'obscurité d'une longue nuit arctique. Mais le réveil est inévitable.» (*The Guillotine at Work*). Les appels moraux de plusieurs dissidents, Amnesty International rejoignent cette analyse. Sakharov écrivait en 1980 «la population du pays accepte sans broncher toutes les pénuries (mais à la maison, on bronche!)». («Sakharov», Seuil, 1982). Si effectivement la population semble passive à l'Est, un réveil est possible à tout moment. La surprise des plus fins soviétologues et consort lors des évènements de Hongrie en 56 ou de Pologne en 80 prouvent que eux non plus ne croient pas à cette potentialité de révolte des gens (révolte qui n'est pas seulement négative, mais aussi constructrice). Comme le dit Castoriadis, «la Russie reste le premier candidat parmi les pays industrialisés à la révolution sociale». («Le Régime Social de la Russie», *le Vent du Ch'min*, 1982).

4/ La réussite dans certains domaines scientifiques dans des pays marxistes-léninistes serait due à la meilleure organisation inhérente au socialisme. En fait c'est une confusion de nature sectaire et subjective entre l'appui social des groupes liés au maintien du totalitarisme (membres de l'armée et des forces de répression, personnel d'encadrement, etc.) et les possibilités égalitaires de réussite sociale.

La continuité de l'exploitation et la similitude profonde des systèmes libéraux et totalitaires font que certaines luttes

qui se passent à l'Est trouvent un écho certain ici, et réciproquement. Et c'est aux anarchistes d'être présents à ces moments-là.

Martin Zemliak